

## LAUDATIO

En l'honneur de Monsieur **Pascal SALIN**, Professeur à l'Université Paris-Dauphine, à l'occasion de la remise du titre de *Doctor Honoris Causa* de l'Université „Alexandru Ioan Cuza" de Iași

Le 24 octobre 2013

[www.uaic.ro](http://www.uaic.ro)

## Laudatio

En l'honneur de  
Monsieur **Pascal SALIN**,  
Professeur à l'Université Paris-Dauphine

Monsieur le Professeur,

Monsieur le Président du Sénat,

Messieurs les membres du Sénat,

Chers invités,

Mesdames, mesdemoiselles et messieurs,

Quelque pessimistes que nous soyons, nous, Européens, nous vivons dans une société civilisée. Nous pensons, nous nous exprimons et nous circulons librement, nous jouissons d'une prospérité à laquelle nos arrière-grands-parents ne pouvaient même pas rêver. Les guerres sont devenues de plus en plus rares, et la pensée rudimentaire, propre à la société autarcique, qui a été à la base de tant de mauvaises choses, pendant la plus grande partie de l'histoire de l'humanité, semble s'estomper de plus en plus. Aujourd'hui, nous pensons, nous étudions, nous travaillons, nous écrivons des livres ou nous faisons des affaires dans une société ouverte. Le principe fondamental qui sert

de guide pour le type d'ordre social dont nous sommes les membres est celui de la liberté individuelle. Dans un livre écrit il y a presque deux siècles, François Guizot, intellectuel illustre, premier ministre de la France de l'époque, soutenait que l'histoire du "vieux continent" était, en fait, une aspiration inassouvie de l'être humain à la civilisation. Selon lui, l'un des principes fondamentaux ayant sous-tendu la dissolution de l'ordre social primitif et ayant rendu possible l'avancée lente et fragile de l'humanité vers la civilisation a été la liberté personnelle.

Les gens ont réussi à se débarrasser de plus en plus du primitivisme, de la xénophobie, de la mentalité guerrière et de la pauvreté parce qu'ils ont appris et apprennent encore à ajuster leurs relations conformément au principe de l'abstention de l'utilisation de la coercition systématique et de son corollaire, la propriété privée. Mais la liberté individuelle, et par conséquent la civilisation, n'a jamais été reçue en cadeau par les êtres humains. Ils ont dû l'acquérir grâce à d'immenses efforts et la défendre quotidiennement. Les intellectuels ont joué un rôle fondamental dans cette lutte incessante. Ils ont dû en justifier l'importance extraordinaire, la protéger contre le danger d'être utilisée comme monnaie d'échange, pour des avantages mesquins et temporaires; ils ont également dû lutter sans cesse pour la protéger contre le danger de la tyrannie. Si, à présent, nous jouissons des bienfaits de la liberté, nous devons cet aspect essentiel de notre condition d'êtres humains civilisés à ses défenseurs infatigables, véritables chevaliers de la liberté. Aujourd'hui, l'Université "Alexandru Ioan Cuza" de Iași rend hommage à un des plus conséquents chevaliers de la liberté, Monsieur Pascal Salin, professeur émérite à l'Université Paris-Dauphine.

En France, pays dont la nation se trouverait, selon François Guizot, à l'origine du rayonnement de la civilisation en Europe, la tradition qui a fait de la sauvegarde de la liberté un but fondamental a des racines intellectuelles qui remontent au moins jusqu'à Montesquieu ou Robert Turgot. En tout cas, aux noms déjà mentionnés, on devrait ajouter ceux d'intellectuels comme Tocqueville, Benjamin Constant, Jean-Baptiste Say, Frederic Bastiat ou, au XXème siècle, Raymond Aron, Jacques Rueff et Henri Lepage.

Mais, il y a un demi-siècle, Friedrich Hayek écrivait: "pour que les vieilles vérités gardent leur emprise sur l'esprit humain, il faut les reformuler dans le langage et les concepts des générations successives". Or, comme la liberté est une de ces "vieilles vérités" qui devraient guider l'esprit de l'homme civilisé, c'est le devoir fondamental de tout savant honnête de faire en sorte que celle-ci puisse être adaptée aux différentes époques. Le grand mérite du professeur Pascal Salin est justement celui de reformuler et de cultiver le principe fondamental de la liberté individuelle dans le langage des générations de la seconde moitié du XXème siècle et des premières décennies du XXIème. Evidemment, il le fait en tant que professeur de finances publiques et de théorie monétaire dans une des universités les plus prestigieuses de France, à savoir Paris-Dauphine.

La remarquable démarche intellectuelle de Monsieur le professeur Salin a débuté il y a un demi-siècle quand il a obtenu sa licence en sociologie et quand il a brillamment soutenu sa thèse de doctorat ès sciences économiques (1965). Il est devenu professeur des universités (à seulement 27 ans), tout d'abord à Poitiers et à Nantes, et, à partir de 1970, à l'Université Paris IX Dauphine. A cette époque-là, les économistes du monde occidental se guidaient sur les

principes formulés par J. M. Keynes dans les années 1930-1940. Qui plus est, les intellectuels français de l'époque (à la fin des années 1960 et au début des années 1970) étaient conquis par les idées de Marx. Malgré tout cela, le professeur Salin embrasse les conceptions de Milton Friedman, un des économistes les plus influents du XXème siècle, très en vogue à cette époque-là, surtout aux Etats-Unis. Cela a permis au jeune professeur de l'Université Paris-Dauphine de se concentrer sur la théorie monétaire. Ainsi, il commence à s'intéresser à la théorie quantitative de l'argent, au lien entre la monnaie et la balance des paiements et au développement de la théorie du revenu permanent esquissée par M. Friedman, raison pour laquelle il est considéré comme le principal adepte du monétarisme en France.

Le rapprochement de Pascal Salin du monétarisme de Milton Friedman ne visait pas seulement des aspects de nature technique. Comme on le sait bien, Friedman, lauréat du Prix Nobel d'Economie en 1976, était le leader de l'Ecole de Chicago, laquelle, au-delà des remarquables études réalisées au sujet des phénomènes monétaires, représentait à cette époque-là le bastion le plus influent du libéralisme. Dans leurs ouvrages, ces économistes monétaristes plaidaient pour la liberté, la propriété, le marché libre, la privatisation, le libre-échange, bref, ils argumentaient, par l'intermédiaire de la théorie monétaire, en faveur de la défense, de la préservation de la liberté individuelle et de la société libre. Voici le contexte dans lequel le professeur Salin fait publier ses premiers livres, *Une contribution à la théorie du revenu permanent*, Presses Universitaires de France, Paris, 1965 (co-auteur), *Le franc contre l'expansion*, Paris, Cujas, 1969 (écrit avec J. D. Lafay et M. Giboin), *Economie internationale*, T. I: *Economie financière*, Paris, Armand Colin, collection U, 1974.

Dans la seconde moitié des années 1970, en se rapprochant des théories de l'Ecole autrichienne d'économie, sa conception a enregistré un changement important. Quoique les positions de l'Ecole de Chicago et de l'Ecole autrichienne fussent similaires, car elles soutenaient des valeurs fondamentales de la société libre, il y a avait entre elles une différence importante concernant le rôle de l'Etat dans les questions monétaires. M. Friedman et ses collègues de l'Université de Chicago acceptaient le rôle de l'Etat dans le système monétaire par l'intermédiaire de la banque centrale, dont le but était d'adapter la quantité d'argent du système de production au taux de croissance économique. En revanche, les économistes de l'Ecole autrichienne s'en tenaient, en grandes lignes, aux positions formulées par Ludwig von Mises dans son excellent livre sur la monnaie *The Theory of Money and Credit* (1912). Synthétiquement, la position autrichienne était la suivante: la société libre doit fonctionner comme un ordre spontané, auto-régulé, qui se guide sur un principe fondamental – la liberté individuelle. Le système économique, qui en est une partie, ne peut pas fonctionner autrement. Par conséquent, des économistes comme Mises, Hayek ou Rothbard ont tiré la conclusion qu'entre les idéaux d'une société libre et le fonctionnement d'une institution centrale de planification (la banque centrale) il y a une incompatibilité évidente. Aussi les économistes autrichiens ont-ils considéré presque sans exception que la planification rationnelle des activités économiques par l'intermédiaire d'une banque centrale, même si elle est limitée, contrevient au principe libéral de l'extension dans des limites raisonnables de la liberté personnelle. Voici la raison pour laquelle ces intellectuels, d'une pédanterie hors du commun, considéraient que le

monétarisme de l'Ecole de Chicago faisait des compromis importants en ce qui concerne la liberté individuelle.

Après le contact avec les théories de l'Ecole autrichienne, le professeur Salin se rapproche de plus en plus de Hayek, qui écrira la préface d'un de ses livres, et de Mises, il se rapproche donc de leur philosophie. Dans un excellent essai, Guido Hülsmann écrit que c'est le moment où l'intellectuel Pascal Salin, économiste des années 1960, gentleman depuis toujours, devient radical, dans le sens positif du terme. Dans *Tribute to Ludwig von Mises*, Friedrich Hayek écrivait à propos de son ancien professeur: "*To me, Professor Mises is and remains above all, a great radical, an intelligent and rational radical but, nonetheless, a radical on the right lines*". Une telle remarque s'applique parfaitement au professeur Salin: un radical, mais un radical intelligent et rationnel. En effet, ses livres écrits après la fin des années 1970 portent cette empreinte du radicalisme intelligent et rationnel. Au fond, nous n'avons pas affaire à des extrémismes, mais à une position plus intransigeante et plus raffinée qui défend la société libre et son corollaire en économie: le marché libre. Cela est très visible dans les livres publiés à partir des années 1980: *L'arbitraire fiscal*, Paris, Robert Laffont, 1985, dont la deuxième édition a été intitulée *L'arbitraire fiscal ou comment sortir de la crise*, Genève, Editions Slatkine, 1996 (traduit en japonais, espagnol et italien); *La vérité sur la monnaie*, Paris, Odile Jacob, 1990; *Macro-économie*, Paris, Presses Universitaires de France, 1991 (traduit en slovaque); *Libre-échange et protectionnisme*, Paris, Presses Universitaires de France, collection "Que sais-je?", 1991 (traduit en chinois, 1997), réédité sous le titre *Le libre-échange*, Paris, Presses Universitaires de France, collection "Que sais-je?", 2002 (traduit en italien sous le titre *Globalizzazione o*

*barbarie. Piccolo manuale contro i protezionismi*, Istituto Bruno Leoni, 2006); *La concurrence*, Paris, Presses Universitaires de France, collection "Que sais-je?", 1995 (traduit en russe et en italien); *Français, n'ayez pas peur du libéralisme*, Paris, Odile Jacob, 2007; *Revenir au capitalisme ... pour éviter les crises*, Paris, Odile Jacob, 2010 (traduit en italien et en bulgare). S'y ajoutent beaucoup d'études et de livres écrits en tant que co-auteur.

Nous avons choisi de clore cette énumération par ce qui pourrait représenter le livre-synthèse de l'œuvre du professeur Pascal Salin, *Libéralisme*, paru en 2000 chez Odile Jacob, la prestigieuse maison d'édition parisienne, livre traduit en italien, espagnol, arabe et, non en dernier lieu, en roumain, par la maison d'édition de l'Université "Alexadru Ioan Cuza" de Iași, un ouvrage où l'on retrouve les grands thèmes de sa démarche intellectuelle des cinquante dernières années.

Un d'entre eux concerne le système monétaire. Monsieur Pascal Salin a dédié une grande partie de sa carrière à l'étude des phénomènes monétaires. Au début, ses positions se rapprochaient plutôt de celles des monétaristes de Chicago, favorables, en principe, aux cours flottants et à l'existence d'une banque centrale, institution qu'on croyait capable d'ajuster l'offre de monnaie au rythme de croissance des biens et services. Bien que les économistes autour de Milton Friedman fussent des adeptes convaincus du marché libre, leurs conceptions de la monnaie et du système bancaire semblaient suggérer le contraire. L'École autrichienne d'économie avait une position moins équivoque. Les monétaristes militaient pour la liberté économique, mais ils justifiaient le monopole de l'Etat sur l'émission monétaire. D'autre part, des économistes comme Mises, Hayek ou



Rothbard plaident pour l'extension des bienfaits de la concurrence au domaine de l'émission monétaire.

La rencontre avec Hayek et avec un de ses livres les plus intéressants, à savoir *La dénationalisation de la monnaie*, a joué un rôle important dans le rapprochement du professeur Salin des conceptions monétaires de l'École autrichienne. Au fond, les processus spontanés du marché sont incompatibles avec l'existence d'un monopoliste qui fournit un élément essentiel du fonctionnement des marchés, c'est-à-dire la monnaie. Par conséquent, le professeur Salin donne des arguments solides en faveur de l'élimination du monopole étatique sur l'argent, en partant de la prémisse conformément à laquelle la meilleure méthode d'allouer les ressources rares d'une économie est la concurrence. Mais, malgré son rapprochement de l'École autrichienne, il n'a pas accepté toutes les idées de celle-ci. Par exemple, il n'accepte pas la conception partagée par beaucoup d'"Autrichiens", selon laquelle la solution pour sauver le système monétaire consiste à revenir à l'étalon-or. Une autre différence provient de son attitude au sujet du système bancaire à réserves fractionnaires.

En principe, les économistes de l'École autrichienne considèrent que la source des cycles récurrents qui se manifestent par des périodes de boom et de dépression est constituée par l'utilisation du principe des réserves fractionnaires. En se guidant sur ce dernier, les banques commerciales peuvent utiliser les dépôts à vue de la population pour accorder des crédits à long terme. Ainsi, entre la nature des dépôts reçus et celle des crédits accordés il existe un "déphasage" temporel, ce qui permet au système bancaire de fabriquer de l'argent à partir de rien, fait qui tord le processus d'allocation des ressources limitées. Pour éviter de tels inconvénients, des économistes

comme Rothbard militent pour qu'on renonce au principe des réserves fractionnaires et qu'on réintroduise les réserves intégrales, c'est-à-dire une monnaie fondée à 100% sur le métal précieux. En grandes lignes, la conception du professeur Salin ne diffère pas radicalement de celle qui a été esquissée plus haut. Mais, du point de vue technique, il ne voit pas d'incompatibilité majeure entre la pratique des réserves fractionnaires et la liberté du système bancaire, point de vue auquel adhèrent beaucoup d'économistes de facture libérale, par exemple George Selgin. Ce point de vue repose sur la prémisse conformément à laquelle ce qui compte avant tout, dans le système bancaire, ce sont la liberté et la concurrence et non pas la manière particulière dont les banques accordent des crédits. En fait, c'est Rothbard lui-même qui laisse comprendre que les banques pourraient se guider sur ce principe, avec cette précision que leur insolvabilité devient ainsi inhérente. En fait, de nombreux économistes autrichiens craignent ce principe parce que la pratique à grande échelle de la technique des réserves fractionnaires attire automatiquement un "prêteur en dernier ressort", la banque centrale, situation incompatible avec le fonctionnement spontané des processus de marché.

Mais, que l'on accepte ou non le principe des réserves fractionnaires, on doit être sûr d'une chose: le professeur Salin a plaidé et plaide pour un système bancaire vraiment libre, parfaitement compatible avec la société ouverte à laquelle nous aspirons. Son assiduité à poursuivre cet idéal est indubitable. De ce point de vue, il se distingue de beaucoup d'autres intellectuels dont les principes libéraux s'arrêtent à la porte des banques centrales et ne prennent pas en considération un des ingrédients essentiels de la coopération humaine: la monnaie.

Un autre thème d'intérêt pour le professeur Salin est celui des crises économiques. On dit que ce sujet est accessible seulement à ceux qui connaissent presque toutes les profondeurs cachées de la science économique. En effet, la théorie du cycle économique suppose une bonne connaissance des éléments clés de la théorie économique, étant donné qu'elle représente une synthèse des conceptions générales d'un intellectuel concernant les phénomènes créateurs de richesse. La théorie qui nous aide à comprendre les dépressions économiques est loin d'être un instrument technique; elle représente une synthèse ayant un profond fondement philosophique et doctrinaire.

La mission essentielle de l'intellectuel est d'aider ses convives à comprendre ce qui se passe autour d'eux, à détenir un minimum d'explications concernant les phénomènes qui les affectent ou qui suscitent leur intérêt. Cela vaut surtout pour l'économiste, qui étudie les phénomènes sociaux, c'est-à-dire les phénomènes résultant des interactions des individus. Or, pendant les cinq dernières années, une des préoccupations majeures des gens vise la crise économique. A partir de 2007, l'humanité se heurte à des difficultés économiques significatives, qui se traduisent par des faillites bancaires, la hausse du taux de chômage, la diminution du pouvoir d'achat, etc. L'explication la plus facile à laquelle font d'habitude appel les politiques, le monde académique, les médias et, par conséquent, le commun des mortels, semble être la suivante: l'excès de libéralisation des années 1980-1990, "le fondamentalisme des marchés", le retrait de l'Etat par rapport à l'activité économique ont révélé les faiblesses graves du système économique fondé sur le marché libre. Dans cette perspective, la position du professeur Salin est, encore une fois, radicale, rationnelle et intelligente: les turbulences majeures connues

par l'économie mondiale pendant les cinq dernières années constituent la conséquence logique de l'intervention massive de l'Etat dans l'économie. En grandes lignes, ses explications se plient sur la théorie du cycle économique, formulée par Ludwig von Mises et raffinée par Friedrich Hayek.

Selon lui, à l'origine de la dépression économique actuelle se trouve la politique monétaire des Etats-Unis lesquels, ayant voulu stimuler l'économie selon la recette de Keynes, ont procédé à une réduction massive du taux d'intérêt au début des années 2000. Or, la diminution massive du taux d'intérêt (de 6,5% en 2000 à 1% en 2003) a créé une "bulle financière" et une déformation massive de la structure "naturelle" du système productif, par l'intermédiaire de l'expansion accélérée du crédit. Mais les économistes véritables savent que, dans un monde où les ressources sont rares, les "miracles" ne durent pas longtemps. Par conséquent, la prospérité temporaire créée par l'intervention d'une agence gouvernementale (en l'occurrence, la banque centrale) est remboursée à un prix exorbitant par l'intermédiaire d'une dépression, qui corrige les erreurs commises sous l'impulsion des illusions monétaires découlant de la réduction artificielle du taux d'intérêt par les banques centrales. Par conséquent, le professeur Salin nous explique le fait que les événements des cinq ou six dernières années ne représentent autre chose que des corrections douloureuses de la "débauche" monétaire et budgétaire apparue, au début des années 2000, suite à une politique insensée des autorités.

Au-delà de l'aspect technique de ces phénomènes, le professeur Salin veut transmettre un message doctrinaire beaucoup plus profond: la confiance inébranlable dans le fonctionnement spontané des ordres

sociaux complexes. La crise économique représente donc une conséquence prévisible de l'intervention de l'Etat dans le fonctionnement naturel du système économique. Selon lui, toute tentative de manipuler les phénomènes économiques par des techniques d'"ingénierie sociale" suscitera des réactions adverses: le système compliqué des interactions humaines percevra l'ingérence, l'intervention comme étant quelque chose d'anormal, et, tôt ou tard, réagira pour obtenir "l'ordre naturel des choses", car les marchés sont plus intelligents que n'importe quel planificateur. Aussi la dépression économique ne fait-elle que corriger des erreurs de l'Etat interventionniste qui, avec une "infatuation fatale", s'imagine qu'il pourra améliorer la vie des gens, en partant de la prémisse de son omniscience et de son omnipotence. Par conséquent, la conception du professeur Salin du fonctionnement du système économique s'inscrit dans la logique de la doctrine "laissez faire, laissez passer, tout le monde va de lui-même", formulée par ses compatriotes physiocrates (Mirabeau, Quesnay et Turgot) au milieu du XVIIIème siècle, raffinée ultérieurement par les contributions de Jean-Baptiste Say et Frederic Bastiat.

Selon les affirmations de Friedrich Hayek, la conception conformément à laquelle les phénomènes sociaux complexes apparaissent et se déroulent spontanément représente un des changements d'optique les plus importants produits dans les sciences humaines le long du temps. Même si elle n'est acceptée que par peu de chercheurs du domaine des sciences sociales, l'idée conformément à laquelle les processus sociaux sophistiqués peuvent se dérouler seulement s'ils sont exempts d'interventions de la part d'un agent extérieur, prétendument omniscient, représente le fondement sur

lequel *les économistes* français du XVIIIème siècle et des intellectuels britanniques comme A. Smith et D. Ricardo ont édifié la science économique. Cette conception, esquissée par Cicéron dans l'Antiquité, et reprise dans la première partie du XVIIème siècle par Bernard Mandeville et David Hume, semble être la seule capable d'offrir une explication raisonnable des processus sociaux dont nous sommes tous les acteurs.

Le professeur Pascal Salin utilise cette conception philosophique pour donner une explication simple et claire de certains événements économiques difficiles à comprendre, comme le sont ceux des dernières années. Sa confiance inébranlable dans le déroulement spontané des processus sociaux aboutit à une solution difficile à accepter pour ceux qui attendent des solutions offertes par la "main visible" et providentielle de l'Etat: une liberté aussi grande que possible pour les marchés. D'habitude, les gens ordinaires pensent que les choses peuvent être améliorées par les politiciens. En revanche, le professeur Salin se demande rhétoriquement: *"Ne se trouvera-t-il pas un grand dirigeant politique pour affirmer : « Je n'ai pas la prétention de savoir comment sortir de la crise, les marchés le savent mieux que moi, et je préfère donc m'en remettre à la sagesse des hommes » ?"* Aşadar, *"les marchés savent mieux"* que quiconque résoudre les problèmes créés, en réalité, par les interventions gouvernementales.

La conception du professeur Salin des dépressions économiques représente un cas particulier d'une vision plus ample du rapport entre l'Etat et la société, en général, respectivement entre l'Etat et le système économique, en particulier. Il est difficile de dire d'où est venue l'idée de l'Etat prétendument omniscient et omnipotent. Des fouilles archéologiques dans le monde des idées nous mèneraient

probablement à Platon, qui croyait que la *polis* (cité) idéale devait être dirigée par un envoyé légitime des dieux sur la terre, un individu comme il faut, juste et surtout omniscient. Mais, nous pouvons affirmer avec assez de certitude que le mythe de l'Etat qui s'arrogeait des pouvoirs et des capacités extraordinaires s'est consacré dans la France de l'époque mercantiliste. Dans la contemporanéité, la mythologie étatiste a déterminé beaucoup d'intellectuels à considérer les agences gouvernementales comme des instruments qu'on peut utiliser pour améliorer sans restriction la condition matérielle et spirituelle de l'homme. L'enthousiasme des intellectuels pour les méthodes d'"ingénierie sociale", leur confiance inébranlable dans la viabilité indiscutable des politiques publiques a fait de l'Etat moderne le grand sauveur de l'humanité, l'instrument infaillible pour guérir toute faiblesse de la nature humaine. Le professeur Salin fait partie du groupe restreint d'intellectuels pessimistes au sujet des prétendues qualités du Léviathan moderne. Selon lui, *"L'État n'a aucune justification morale ni scientifique, mais (...) constitue le pur produit de l'émergence de la violence dans les sociétés humaines"*.

Analysée dans la perspective des conceptions dominantes de notre époque, une telle affirmation pourrait être considérée comme radicale, exagérée. Mais, si l'on essaie de comprendre les phénomènes sociaux dans la perspective intellectuelle fondée par Cicéron et continuée par les conceptions de David Hume, Adam Ferguson, Adam Smith, Michael Polanyi ou Friedrich Hayek, on se rend compte que l'Etat représente un monopoliste sur les instruments coercitifs, lequel se sert très souvent de la coercition et inhibe la coopération volontaire des hommes libres. La désacralisation de l'Etat, considéré, de façon tout à fait absurde, un agent moralisateur de la société, représente

l'objectif fondamental de l'œuvre du professeur Salin. Cela est extrêmement évident dans son livre *L'arbitraire fiscal* ainsi que dans son remarquable ouvrage de synthèse intitulé *Liberalisme*, déjà mentionné. Sa position peut être résumée ainsi: les ordres sociaux complexes fonctionnent comme des processus spontanés, basés sur la coopération volontaire et intéressée des individus libres. L'ingérence d'un agent extérieur ne peut pas améliorer le fonctionnement des sociétés humaines, car celui-ci ne peut pas être une sorte d'être supérieur, bon, moral, juste, omniscient. Or, si l'Etat n'est pas un surhomme, les marchés, qui ne représentent autre chose que des réseaux sociaux sophistiqués résultant des interactions répétées et réajustées des individus, sont supérieurs à un instrument injustement sacralisé, dépourvu de valeurs morales supérieures, d'intelligence et surtout d'omniscience. La conséquence logique de la position du professeur Salin, esquissée déjà au sujet de la dépression économique, est son option pour une déréglementation massive des activités économiques. A la différence des adeptes du *scientisme*, il préfère des marchés complètement libres: "*Un marché sans règles publiques fonctionne mieux qu'un marché réglementé*". Par conséquent, entre l'Etat et les marchés il y a une relation d'exclusion réciproque. Qui plus est, ses livres offrent des arguments conformément auxquels, loin d'améliorer le processus d'allocation des ressources, la réglementation produit des "effets pervers".

La conséquence de cette conclusion est évidente lorsqu'on analyse sa conception de la politique gouvernementale, considérée par beaucoup l'instrument irremplaçable pour améliorer la prospérité des individus. L'Etat applique des politiques s'il a des ressources, ce qui n'arrive pas dans la réalité. Par conséquent, il se les procure par



l'intermédiaire des impôts. Or, l'imposition tend "à porter atteinte aux droits fondamentaux des individus", à la propriété et à la liberté de ces derniers, elle tend également à décourager le travail soutenu et l'assomption de risques.

La position du professeur Pascal Salin vis-à-vis des marchés et de l'Etat est contre le courant dominant du XXème, formé sous l'empire des croyances répandues par les conseils de J. M. Keynes. Menacés par les effets dévastateurs de la Grande Dépression des années 1930 et induits en erreur par les prétendus pouvoirs magiques des méthodes d'ingénierie sociale conçues à la même époque, de nombreux chercheurs des phénomènes sociaux ont abandonné les enseignements des fondateurs de la science économique, en les considérant désuets, inadéquats pour l'époque en question. Par conséquent, le monde académique a quitté la voie du "système de principes" (B. Constant) qui avaient jeté les bases de l'extraordinaire évolution du monde occidental, en choisissant "le chemin vers la servitude". A partir de ce moment-là, la science économique a subi des transformations importantes. Les livres et les manuels d'économie regorgeaient de démonstrations mathématiques sophistiquées, avec des "multiplicateurs" budgétaires, des "accélérateurs", qui essayaient de démontrer qu'une unité monétaire dépensée par l'Etat, à la différence d'une unité monétaire dépensée par une entreprise privée, crée un revenu plusieurs fois plus grand, des emplois, bref, le bien-être général. Ainsi, la plupart des économistes sont devenus les partisans des réglementations, de la hausse des taxes, des impôts et des dépenses publiques, des nationalisations, etc. Par conséquent, on considèrerait que le rêve étatique du mercantilisme, fondé sur des révélations, des préjugés et des erreurs de jugement, avait maintenant

une base „scientifique“. Paradoxalement, on croyait que le système capitaliste, du marché libre, recevait une bouffée d'oxygène salvatrice par l'intensification du rôle de l'Etat dans les activités économiques. Par l'intermédiaire de Keynes, le mythe de l'Etat omnipotent, omniscient et moralisateur était à nouveau supérieur aux "esprits animaliers " qui dominent les marchés. Dans cette perspective, l'œuvre du professeur Salin représente un effort intellectuel remarquable de démanteler une nouvelle mythologie qui, entre temps, avait acquis une allure "scientifique".

Monsieur Pascal Salin ne s'est pas imposé seulement en tant qu'éminent chercheur des phénomènes sociaux, mais aussi en tant qu'excellent vulgarisateur de certains concepts et théories apparemment inaccessibles au grand public. Une des grandes erreurs commises par les intellectuels consiste à considérer que leurs théories pénètrent très aisément l'opinion publique; dans d'autres circonstances, ils pensent que les gens ordinaires acceptent leurs conceptions grâce au simple ascendant que l'intelligentsia croit exercer sur eux. En réalité, la vie du commun des mortels peut être améliorée si ceux-ci sont guidés non par n'importe quelle idée, mais par des idées saines. Par conséquent, l'intellectuel honnête ne doit pas se contenter de s'isoler dans la tour d'ivoire de ses propres conceptions, de savourer de façon égoïste le plaisir d'avoir formulé des théories solides. Il ne suffit pas de démontrer que l'Etat ne peut pas multiplier les revenus en dépensant plus d'argent; il faut en convaincre les autres aussi. Dans un certain sens, il doit être une sorte de prêcheur de vérités évidentes. Or, le professeur Salin a fait des efforts remarquables pour les diffuser.

Son activité ne se résume pas aux livres et aux ouvrages

susmentionnés. M. Salin s'est impliqué avec passion dans des débats publics chaque fois qu'il a considéré qu'il avait quelque chose d'important à dire. Grâce à ses nombreuses apparitions à la radio et à la télévision, ainsi qu'aux interviews accordées aux journaux et aux revues, dans un milieu dominé souvent par des préjugés et des erreurs, ses théories ont dépassé l'espace verrouillé du chercheur et ont pénétré là où le besoin de lucidité est le plus impérieux. Ses positions concernant la politique de l'Union européenne, l'intégration monétaire, la libéralisation des services dans l'espace européen ont été écoutées avec intérêt par le grand public. Evidemment, son activité de diffusion ne s'est pas arrêtée ici. Le professeur Salin a écrit et écrit encore dans des journaux et des revues de circulation internationale comme *Wall Street Journal Europe*, *Le Québécois Libre*, *Le Figaro*, *Les Echos*, *Le Monde*, etc.

Dès les premières années de sa carrière universitaire, il a été entouré de jeunes gens désireux de partager et de développer ses conceptions; il a collaboré en tant que professeur, directeur de thèses et chercheur avec des intellectuels importants comme François Guillaumat, Philippe Lacoude, Bertrand Lemennicier ou Frédéric Sautet. La qualité de son œuvre aussi bien que ses habiletés d'intellectuel public recommandent le professeur Pascal Salin comme un des plus importants penseurs libéraux de nos jours.

Le travail intellectuel soutenu, la persévérance idéatique et la valeur indiscutable de son œuvre ont valu à Monsieur Pascal Salin une reconnaissance académique et professionnelle méritée. Ainsi, dans une moitié de siècle d'efforts soutenus, mis au service de la défense de l'idéal qui a été à la base du progrès de la civilisation en Europe – la

liberté –, le professeur Salin a remporté de nombreux prix et distinctions.

Pour ses mérites particuliers, il a reçu en 2008 la plus haute distinction accordée par l'Etat français, à savoir celle d'*Officier de la Légion d'Honneur*. Cette distinction suprême à laquelle peuvent aspirer les compatriotes de Montesquieu et de Tocqueville vient après d'autres distinctions très importantes, par exemple *Officier de l'Ordre national du Mérite* (le 14 mai 2003), *Officier de l'Ordre des Palmes Académiques* (1988) et *Chevalier de l'Ordre des Arts et des Lettres* (1987).

Pendant quatre ans (de 1994 à 1998), le professeur Salin a été président de la Société du Mont-Pèlerin, qui, bien qu'elle ne représente pas une distinction *stricto sensu*, peut être considérée une des dignités les plus prestigieuses à laquelle peut aspirer un intellectuel. Pour nous en convaincre, il suffit de nous rappeler quelques-uns des fondateurs de cette organisation : Friedrich Hayek, Karl Popper, Milton Friedman ou Ludwig von Mises. En détenant cette fonction, M. Pascal Salin est entré dans une galerie d'intellectuels remarquables comme Wilhelm Röpke, Bruno Leoni, George Stigler, James Buchanan ou Gary Becker, les trois derniers étant des lauréats du Prix Nobel d'Economie.

A présent, le professeur Salin est membre correspondant de l'Académie des Sciences d'Argentine, de l'Academic Advisory Board de l'Atlas Economic Research Foundation, une des plus grandes organisations de spécialité du monde, et il fait partie des conseils de direction de certaines entités similaires, dont l'objectif fondamental est de promouvoir les idéaux de la société ouverte et de l'économie de marché. En même temps, il fait partie de la direction éditoriale de certaines publications internationales très prestigieuses, dont nous rappelons *Independent Review*, *Quarterly Journal of Austrian*

*Economics, Economie et Gestion, Journal of Libertarian Studies, Procesos de Mercado, Revue africaine de stratégie.* Il y a quelques années, Monsieur Pascal Salin a accepté l'invitation de l'Université "Alexandru Ioan Cuza" de Iași de devenir membre du comité académique de la revue *The Review of Economic and Business Studies*.

En guise de reconnaissance de ses mérites en ce qui concerne le développement de la science économique et la promotion des idéaux de liberté, le professeur Salin a été récompensé du *Prix Renaissance de l'économie* et du titre de *Doctor Honoris Causa* de la Free University de Tbilissi (Géorgie).

Son expérience professionnelle remarquable, son autorité indiscutable dans le domaine de la théorie économique lui ont permis de devenir consultant pour le Fonds Monétaire International, l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

Toute sa vie, le professeur Pascal Salin a lutté avec intelligence, honnêteté intellectuelle et assiduité pour assurer le triomphe de l'une des "vieilles vérités" qui devraient guider l'esprit de l'homme civilisé, à savoir la liberté.

En guise de reconnaissance de ses efforts, l'Université "Alexandru Ioan Cuza" de Iași, suivant l'idéal „PER LIBERTATEM AD VERITATEM", lui accorde le titre de *Doctor Honoris Causa*.

**Commission d'élaboration du *Laudatio*:**

**Président,**

Prof. univ. dr. **Vasile IȘAN**, Recteur de l'Université „Alexandru Ioan Cuza” de Iași

**Membres:**

Prof. univ. dr. **Constantin RUSU**, Président du Sénat de l'Université „Alexandru Ioan Cuza” de Iași

Prof. univ. dr. **Henri LUCHIAN**, Vice-Recteur de l'Université „Alexandru Ioan Cuza” de Iași

Prof. univ. dr. **Dinu AIRINEI**, Doyen de la Faculté d'Economie et Administration des Affaires, Université „Alexandru Ioan Cuza” de Iași

Prof. univ. dr. **Ion POHOAȚĂ**, Directeur du Département d'Economie et Relations Internationales, Faculté d'Economie et Administration des Affaires, Université „Alexandru Ioan Cuza” de Iași

Conf. univ. dr. **Gabriel Claudiu MURSA**, Faculté d'Economie et Administration des Affaires, Université „Alexandru Ioan Cuza” de Iași

**Iași, le 24 octobre 2013**